

Mercenaires au service d'États autoritaires

Other Publication**Author(s):**

Masuhr, Niklas ; Friedrich, Julia

Publication date:

2020-11

Permanent link:

<https://doi.org/10.3929/ethz-b-000448927>

Rights / license:

[In Copyright - Non-Commercial Use Permitted](#)

Originally published in:

Politique de sécurité: analyses du CSS 274

Mercenaires au service d'États autoritaires

Avec l'aide de mercenaires et de sociétés de sécurité prétendument privés, la Chine et la Russie peuvent démontrer leur pouvoir et protéger leurs intérêts à l'étranger sans devoir envoyer ouvertement leurs forces armées. À cet effet, les deux États adoptent deux approches très différentes.

Par Julia Friedrich
et Niklas Masuhr

Dans les débats européens, la privatisation des tâches militaires est fréquemment associée à l'engagement de sociétés occidentales privées en Irak et en Afghanistan. Aujourd'hui, les rapports mentionnant d'autres acteurs qui utilisent des services militaires privés se multiplient. L'externalisation de tâches publiques à des entreprises privées dans le domaine de la sécurité, ou la création de nouvelles tâches de sécurité sous des prétextes nominale ment privés, n'est pas un phénomène purement occidental.

Concernant l'utilisation de sociétés privées, la Chine et la Russie sont particulièrement présentes parmi les États non-démocratiques – la dernière étant formellement une démocratie «dirigée» qui a progressivement évolué vers l'autoritarisme au cours des deux dernières décennies. Les deux puissances ont, chacune dans leur contexte régional respectif, dans le passé récent expressément eu recours à des instruments qui exploitent les zones grises juridiques dans le domaine de la sécurité. En font partie l'utilisation croissante de sociétés militaires et de sécurité nominale ment privées au-delà de leurs propres frontières afin d'imposer et de garantir leurs intérêts nationaux. Leur utilisation suit toutefois des approches très différentes. En effet, si les conditions de base peuvent sembler similaires à première vue, elles sont bien diffé-



Des agents de sécurité privés montent la garde sur les lieux d'un attentat à la bombe à Bagdad, le 3 octobre 2007. Ceerwan Aziz / Reuters

rentes dans la pratique. Il est donc d'autant plus important de bien comprendre la configuration respective de ces deux États autoritaires et leur utilisation respective des groupes privés.

Les sociétés militaires et de sécurité privées peuvent être réparties globalement en services de soutien (logistique, missions de reconnaissance militaire et de renseignement, formation et conseil des forces locales) d'une part, et en missions de protec-

tion et de combat d'autre part. Ces différences sont néanmoins parfois ambiguës: la formation sur le terrain peut effectivement déboucher sur des opérations de combat, que cela soit le but initial ou non. Afin de représenter l'éventail complet des services privés dans le domaine de la sécurité et de la défense, la désignation d'entreprise de service de sécurité et de défense (ESSD) s'est imposée. Pour les besoins de la présente analyse, on parlera d'entreprise militaire lorsque les combats font explicite-

ment partie de la mission d'un groupe privé, alors que cette situation est un scénario extrême pour une entreprise de sécurité.

Le cas de la Russie et de la Chine étudié ici montre la diversité des acteurs privés de services militaires et de sécurité: tandis que le Kremlin et l'élite des oligarques russes utilisent les sociétés militaires privées aussi bien pour des missions de combat afin de défendre l'intérêt national que pour leur propre enrichissement, Pékin cherche au contraire à protéger son réseau global d'infrastructures croissant (connu sous le nom de *Belt and Road Initiative*, BRI, depuis 2013) par ses propres services de sécurité.

L'instrument de Moscou

L'utilisation d'entreprises privées par la Russie suscite un fort intérêt international depuis 2014, en particulier depuis leur implication dans la guerre en Ukraine. Il est néanmoins difficile d'obtenir des faits avérés. Les recherches des portails d'investigation russes et internationaux comme *Fon-tanka* et *Proekt Media* s'intéressent principalement au «groupe Wagner», dont les interventions en Ukraine et en Syrie a été confirmée. En 2015, le collectif d'investigation *Bellingcat* a compté jusqu'à 2500 mercenaires Wagner en Syrie, on ignore cependant le nombre exact des membres de ce groupe. L'unité *de facto* spéciale appelé «groupe Wagner» est la société militaire russe la plus connue, mais elle est loin d'être la seule. Le groupe Wagner n'a jamais été

Dans le contexte russe, «privé» ne signifie pas forcément indépendant de l'État.

enregistré en tant qu'entreprise en Russie, mais a été cité en 2018 par le président russe Vladimir Poutine lors d'une conférence de presse. Poutine a précisé que le groupe pouvait poursuivre ses intérêts commerciaux dans n'importe quelle partie du monde, à condition de ne pas violer les lois russes. De telles déclarations sont censées envoyer deux signaux: fournir suffisamment d'informations pour démontrer l'influence de Moscou sur le plan mondial sans pour autant dévoiler au public des informations précises comme les noms des mercenaires ou leurs pratiques d'intervention. Le fait que le terme «groupe Wagner» est devenu davantage une description des activités des sociétés militaires russes privées en général plutôt que de désigner une structure organisationnelle bien distincte, fait preuve de cette politique d'information.

Le «Groupe Wagner»

Les origines du «groupe Wagner» aujourd'hui tristement célèbre remontent au «*Moran Security Group*», une entreprise de sécurité privée russe. Le groupe Wagner s'est fondé en 2014 dans le cadre d'une intervention russe en Ukraine sous le commandement de l'ancien officier Spetsnaz Dmitrij Utkin. Sa proximité à l'idéologie du troisième Reich lui a valu le nom de guerre «Wagner», repris plus tard pour nommer le groupe. Proche du GRU, le groupe Wagner a longtemps été considéré comme unique. Savoir si et dans quelle mesure d'autres entreprises russes telles que *Shield et Patriot* sont utilisées en plus ou à la place du «groupe Wagner» sous la direction étroite des services secrets russes reste une question controversée.

Le groupe Wagner fait par ailleurs partie d'un réseau d'intérêts économiques, dont découlent des intérêts de sécurité, créé par Jewgeni Prigoschin, un homme d'affaires russe proche de Poutine depuis de longues années. Alors que le groupe a d'abord principalement encadré ou déchargé l'armée russe en Ukraine et plus tard en Syrie, la fréquence et l'ampleur des activités sur le continent africain ont augmenté depuis 2018, par exemple en Libye, opération pour laquelle Prigoschin a récemment été inscrit sur une liste de sanctions de l'UE. Mais le groupe a aussi été localisé au Mozambique, à Madagascar, au Soudan et dans d'autres pays. Des observateurs supposent que ces actions sont menées davantage dans le but d'enrichir Prigoschin, même si elles ne sont pas contraires aux intérêts de l'État. Partie intégrante de l'écosystème des intérêts oligarchiques créé par Prigoschin, le groupe Wagner exécute notamment des services de sécurité, d'entraînement, de surveillance et de combat. Cela fonctionne fréquemment comme documenté par CNN. En République centrafricaine, des unités Wagner entraînent par exemple les forces de sécurité tandis que Prigoschin a obtenu des droits exclusifs d'exploitation d'une mine d'or.

Par ailleurs, dans le contexte russe, «privé» ne signifie pas forcément indépendant de l'État. Bien au contraire, ces entreprises combinent des intérêts oligarchiques et étatiques qui sont de toute façon difficiles à séparer les unes des autres. La proximité du groupe Wagner au service secret militaire GRU d'une part, et aux hommes d'affaires cherchant clairement à s'enrichir d'autre part (voir encadré) souligne cette réalité. Il est certain que même si une entreprise n'agit pas sous l'ordre de l'État russe, elle n'est néanmoins jamais utilisée contre ses intérêts. Dans quelle mesure une opération est directement contrôlée par le Kremlin est rarement clairement identifiable et dépend souvent des circonstances.

Une charge accrue?

À part la politique d'information du Kremlin destinée à l'étranger, l'utilisation de sociétés de sécurité privées fait aussi partie d'une logique de politique intérieure: cela permet de minimiser le nombre de pertes du personnel de l'armée régulière dans les zones de conflit. Toutefois, les groupes privés peuvent aussi poser un défi pour le gouvernement russe.

D'une part, la documentation des opérations du groupe Wagner rend leur emploi plus difficile pour Moscou: elle nuit non seulement à la réputation de la Russie mais divulgue aussi des informations précises sur le personnel et les modes d'inter-

vention que Moscou préférerait garder secret.

D'autre part, le rapport entre le gouvernement russe et les groupes armés privés est ambigu. La situation juridique des entreprises militaires privées en est un exemple flagrant. Alors qu'il est légal en Russie de gérer une entreprise privée de sécurité, les sociétés militaires privées, qui proposent des services militaires exécutés par des mercenaires, sont interdites selon le code pénal russe. En même temps, l'existence d'entreprises militaires privées russes est bien connue du public. Le gouvernement russe exploite cette situation apparemment paradoxale, qui lui permet de mieux contrôler les entreprises militaires privées, précisément parce qu'elles sont illégales. L'illégalité ouvre en effet une porte à l'arbitraire: c'est ainsi qu'il est possible que, d'une part, deux membres de l'unité privée «*Slavonic Corps*» aient été condamnés en 2013 à trois ans de prison sans raison apparente pour activités mercenaires illégales à leur retour en Russie, après avoir accompli une mission en Syrie sous mandat du service secret russe FSB. D'un autre côté, les mercenaires du groupe Wagner ont reçu des honneurs militaires quelques années plus tard.

Un incident dans l'est de la Syrie en 2018 illustre toute l'ampleur de cet arbitraire: des unités Wagner avaient tenté une attaque surprise contre un champ de pétrole près de Deir ez-Zor surveillé par les forces armées américaines. Il n'est pas clairement établi si

le groupe agissait pour le compte de l'État. Lorsque l'état-major général russe, malgré les demandes répétées des Américains, a plusieurs fois réfuté qu'il s'agissait de troupes sous commandement russe, des dizaines de mercenaires russes ont été tués par des frappes aériennes américaines. Cet exemple souligne que les groupes armés privés peuvent rapidement devenir un problème pour le gouvernement russe dans les situations politiques complexes. Mais il montre aussi la complexité du rapport entre le Kremlin et ces sociétés.

Pour éviter ce type de scénario politiquement ambivalent, la Chine a opté pour une autre approche dans son utilisation des entreprises privées.

Une faille de sécurité?

Les projets d'infrastructures de Pékin dans le cadre du projet BRI entraînent non seulement une augmentation du poids politique et économique de la Chine au niveau régional et mondial (voir les analyses n° 195 249, 254 du CSS), mais impliquent aussi un besoin de sécurité considérablement accru - un marché lucratif pour les sociétés de sécurité chinoises, locales et occidentales. Les infrastructures telles que les docks, les mines et les raffineries, ainsi que leurs personnels chinois, doivent être surveillés et protégés dans les régions fragiles en Afrique de l'est ou en Asie centrale. La Chine ne veut pas militariser la BRI, précisément parce que le projet est perçu comme un élément d'influence politique, et pas uniquement comme une expansion des routes commerciales. Pour éviter l'impression d'une politique étrangère impérialiste, Pékin est confronté à des problèmes et des dilemmes en matière de sécurité.

Le besoin accru de sécurité ne résulte pas uniquement de l'augmentation constante du nombre de citoyens chinois travaillant à l'étranger, mais aussi du renforcement volontaire de l'empreinte globale de Pékin. Les attaques sur les infrastructures chinoises et les prises d'otage du personnel sont par conséquent plus attractives pour les organisations terroristes et criminelles. De plus, l'empreinte logistique et économique chinoise accrue peut devenir un facteur déstabilisant qui, pour sa part, exige une approche renforcée de la sécurité - par exemple lorsque les investissements chinois perturbent un équilibre de pouvoir local et que cela entraîne une résistance armée envers Pékin. Le gouvernement chinois ne semble toujours pas vouloir im-

pliquer ses forces armées afin de protéger la BRI.

Ainsi, la marine de l'Armée populaire de libération chinoise (APL) est mobilisée de plus en plus souvent pour des missions de lutte contre la piraterie, mais sa puissance d'intervention à terre est limitée aux zones côtières. Alors qu'en 2015 par exemple, quelque 900 chinois et ressortissants étrangers ont été évacués du Yémen par le port d'Aden à cause d'une dégradation dramatique des conditions de sécurité, ce type d'opération est beaucoup plus complexe à organiser d'un point de vue logistique et politique en arrière-pensées.

L'attentat sur l'hôtel *Radisson Blu* à Bamako au Mali, en novembre 2015, dont trois victimes étaient des managers de la *China Railway Construction Corporation*, relève cette problématique: les troupes chinoises qui se trouvaient au Mali étaient placées sous l'autorité de l'ONU dans le cadre de la mission de paix MINUSMA et n'ont donc pas pu être mobilisées. Même si la marine chinoise a depuis renforcé ses contacts avec les forces armées africaines et ouvert une base navale à Djibouti en 2017, une faille de sécurité persiste. Les milices et services de sécurité locaux constitueraient une option logique, mais les entreprises chinoises ont fait de mauvaises expériences dans ce domaine. Comme par exemple en 2010 en Zambie, où il y a eu des tirs à balles réelles sur les ouvriers en grève d'une mine de charbon.

Les sociétés privées chinoises, qui défendent les intérêts chinois à l'étranger, seraient une solution idéale. Les sociétés de sécurité sont autorisées en Chine depuis 2009. Le poids politique et économique croissant de la Chine à l'étranger leur offrirait un marché lucratif. Mais curieusement,

Le gouvernement chinois ne semble pas vouloir impliquer ses forces armées afin de protéger la BRI.

seules 20 des 5000 sociétés de sécurité enregistrées en Chine mettaient leurs services à disposition à l'étranger en 2018. Cela s'explique par le comportement du gouvernement chinois qui veut éviter de perdre le contrôle et sur la sécurité, et sur l'image extérieure de la BRI. Les entreprises de sécurité chinoises ne sont donc pas non plus indépendantes de l'État.

Pour aller plus loin

Russie:

Emmanuel Dreyfus, «**Private Military Companies in Russia: Not so Quiet on the Eastern Front?**», *IRSEM*, 12.08.2018.

Kimberly Marten, «**Russia's use of semi-state security forces: the case of the Wagner Group**», *Post-Soviet Affairs*, 35:3 (2019), S. 181-204.

Ilya Rozhdestvensky / Roman Badanin, «**Master and Chef. How Evgeny Prigozhin led the Russian offensive in Africa**», *Proekt Media*, 14.03.2019.

Chine:

Alessandro Arduino, «**The Footprint of Chinese Private Security Companies in Africa**», *SAIS China-Africa Research Initiative Working Paper* 35 (2020).

Andrea Ghiselli, «**Market Opportunities and Political Responsibilities. The Difficult Development of Chinese Private Security Companies Abroad**», *Armed Forces & Society* 46:1 (2020), S. 25-45.

Helena Legarda / Meja Nouwens, «**Guardians of the Belt and Road. The internationalization of China's private security companies**», *MERICs China Monitor*, 16.08.2018.

Conflits d'intérêts ?

La perception politique de la BRI est d'une importance cruciale car l'emploi de mercenaires pourrait laisser supposer une militarisation du projet, ce qui doit être évité à tout prix. C'est pour cela qu'il est interdit aux entreprises de sécurité chinoises à l'étranger de porter des armes. Cela restreint leurs services à l'exécution d'entraînements et d'analyses en matière de sécurité, et à agir comme conseillers tactiques des forces locales. Les services de protection maritimes font exception et peuvent se défendre en mer par la force des armes. De plus, Pékin impose que les sociétés de sécurité chinoises travaillent à l'étranger exclusivement pour des entreprises chinoises. Cette pression du gouvernement chinois vise cependant les deux côtés de l'équation: Pékin exerce aussi une pression sur les entreprises d'État participant au projet BRI afin que celles-ci fassent appel à l'étranger à des entreprises de sécurité chinoises. Ces entreprises privilégiaient jusqu'à présent les sociétés de sécurité occidentales possédant plus d'expérience pour les interventions, en particulier dans les régions à haut risque.

Outre l'interdiction d'être armées, les sociétés de sécurité chinoises ont un deuxième désavantage par rapport aux entre-

prises occidentales: l'APL ne met pas à disposition un pool de vétérans avertis parmi lesquelles ces sociétés pourraient recruter. L'obligation d'agir sans exception pour des entreprises chinoises implique que les sociétés privées ne peuvent pas accumuler les expériences nécessaires en-dehors des missions pour la BRI. De plus, les connaissances et contacts avec les locaux, dont disposent par exemple les petites sociétés africaines, manquent aussi.

Tant que les réglementations citées précédemment ne sont pas assouplies, en particulier sur l'utilisation des armes, les sociétés privées chinoises ne peuvent pas opérer de manière efficace dans les régions à haut risque. La formation d'un équivalent chinois au groupe Wagner est actuellement donc improbable. La volonté des dirigeants

Les approches différentes à l'utilisation de sociétés privées reposent sur les différentes priorités stratégiques de la Russie et la Chine.

chinois d'éviter l'impression d'une BRI militarisée pourrait à moyen terme aller à l'encontre des intérêts stratégiques de la Chine car Pékin ne peut, aujourd'hui, pas garantir l'entière sécurité de ses investissements à l'étranger. Une modification de cette priorité dans le sens d'une présence plus milita-

risée n'est pas à exclure – et rend l'observation de l'évolution des sociétés de sécurité chinoises d'autant plus importante.

Serviteurs «privés» de l'État

Les approches différentes de l'utilisation de sociétés privées reposent sur les différentes priorités stratégiques de la Russie et la Chine: Moscou veut se présenter comme puissance militaire efficace et tente d'étendre son influence à l'étranger par des interventions «masquées». Pékin, pour sa part, souhaite apparaître bienveillant et semble, du moins pour l'instant, vouloir maintenir l'impression que la BRI est un projet dont les priorités sont pragmatiques et économiques sans implications sécuritaires.

En pratique, les sociétés militaires et de sécurité privées, tant en Russie qu'en Chine, sont soumises aux règles de l'État autoritaire respectif, qui les tolère ou les contrôle activement. Cela conduit à des conflits d'intérêt inhérents aux différents systèmes. Dans le cas russe, des échecs militaires et la divulgation des activités des entreprises

privées peuvent faire pression sur le Kremlin. La Chine essaie de relier son industrie de la sécurité si étroitement au projet BRI qu'au final, ni les besoins des entreprises participant au BRI, ni la rentabilité des entreprises de sécurité chinoises ne peuvent être garantis.

Dans les deux cas, le potentiel d'action autonome des sociétés militaires et de sécurité est limité et n'existe que dans les marges de l'éventail des tâches définies par l'État respectif. Contrairement à leurs homologues occidentaux, ces entreprises sont avant tout des «entreprises patriotiques» dont les États attendent une totale loyauté. Alors que les ESSD occidentales, en tant que sociétés privées, peuvent très bien agir contre les intérêts des États-Unis ou des États de l'OTAN, il est impensable que des entreprises russes telles que le groupe Wagner, ou des sociétés de sécurité chinoises travaillent pour un autre État en raison d'incitations monétaires. Il est donc incorrect de désigner ces entreprises comme «privées» dans un contexte autocratique. Les similitudes suggérées par l'utilisation de ce même terme pour des entreprises occidentales, russes et chinoises sont en effet très limitées. Les ESSD en Russie et en Chine devraient donc être considérées, comprises et évaluées individuellement.

Voir le [site thématique du CSS](#) pour en savoir plus sur la doctrine militaire et l'acquisition d'armes.

Julia Friedrich est Research Associate au Global Public Policy Institute (GPPi).

Niklas Masuhr est Researcher au Center for Security Studies (CSS) de l'ETH de Zürich.

Les **analyses de politique de sécurité** du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'EPF de Zurich. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais.

Editeurs: Fabien Merz
Révision linguistique: Henrik Larsen
Layout et graphiques: Rosa Guggenheim

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Plus d'éditions et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

Recul de la liberté sur Internet No 273
Les banques multilatérales chinoises et la géopolitique No 272
La Russie et la Chine manœuvrent au Moyen-Orient No 271
La dynamique sino-russe dans l'Arctique No 270
Les vaccins, champ de bataille de l'information No 269
Le dilemme de l'OMS dans la lutte contre les épidémies No 268

© 2020 Center for Security Studies (CSS), ETH Zurich
ISSN: 2296-0228; DOI: 10.3929/ethz-b-000448927